

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANCASTER 5361

Le "foyer" de la Fraternité Unie des Charpentiers-Menusiers d'Amérique

Une institution admirable fondée, dirigée et entretenue par une union ouvrière internationale. — 325 pensionnés y vivent dans le calme et la tranquillité et jouissent d'un climat idéal. — Les dénigreur de notre mouvement peuvent-ils montrer ce qu'ils font pour leurs vieux et même pour leurs jeunes ?

On juge les hommes et les institutions par ce qu'ils accomplissent, c'est élémentaire et c'est logique. Partant de ce principe, la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique vient alors au premier plan.

Je viens de visiter son "foyer" à Lakeland, Floride, et c'est tout simplement merveilleux : il faut le voir pour le croire. Imaginez-vous un domaine de 1,700 acres, dont plus d'un millier ont été convertis en vergers qui ont donné, cette année, une récolte de plus de 100,000 boîtes d'oranges et environ 90,000 boîtes de pamplemousses (grapefruit), sans compter des légumes de toutes sortes qui servent à la nourriture des pensionnés, du personnel et d'un nombreux troupeau de bêtes à cornes ; ajoutez à cela un terrain de golf de 18 trous qui, paraît-il, est ce qu'il y a de mieux du genre en Floride, des allées majestueuses, un parc magnifique, tout cela propriété d'une union ouvrière.

"foyer" se chiffre par HUIT MILLIONS DE DOLLARS : tout cela a été fait au moyen d'une taxe per capita de 35 cents par mois par membre de la Fraternité servant également à sustenter le fonds de pension de vieillesse qui garantit une allocation mensuelle de \$15 à tout membre âgé de 65 ans et plus et prouvant une affiliation continue d'au moins trente ans dans la Fraternité.

Un détail à noter et qui a son importance, c'est que pour ainsi dire toutes les unions locales et les auxiliaires de femmes de membres ont contribué qui le mobilier complet d'une chambre, qui des couvre-pieds, un fauteuil, cadres, et que sais-je encore et tout cela porte le nom de l'union donatrice ou du membre gravé sur une plaque de cuivre. Aussi avec quelle fierté l'un des pensionnés — un bon vieux Canadien-français au foyer depuis six ans — me disait-il : "Ceci a été donné par le Local 134 de Montréal, cela par le Local 730 de Québec. Ceci est un don de Frank Duffy, celui-là de Hutchison, et ça, ça vient d'Arthur Martel, et ceci a été fait par l'Auxiliaire des Dames de Montréal." Toutes les provinces canadiennes, tous les Etats de la République voisine sont représentés là par une preuve tangible et palpable de leur attachement et de leur dévotion à leur Fraternité.

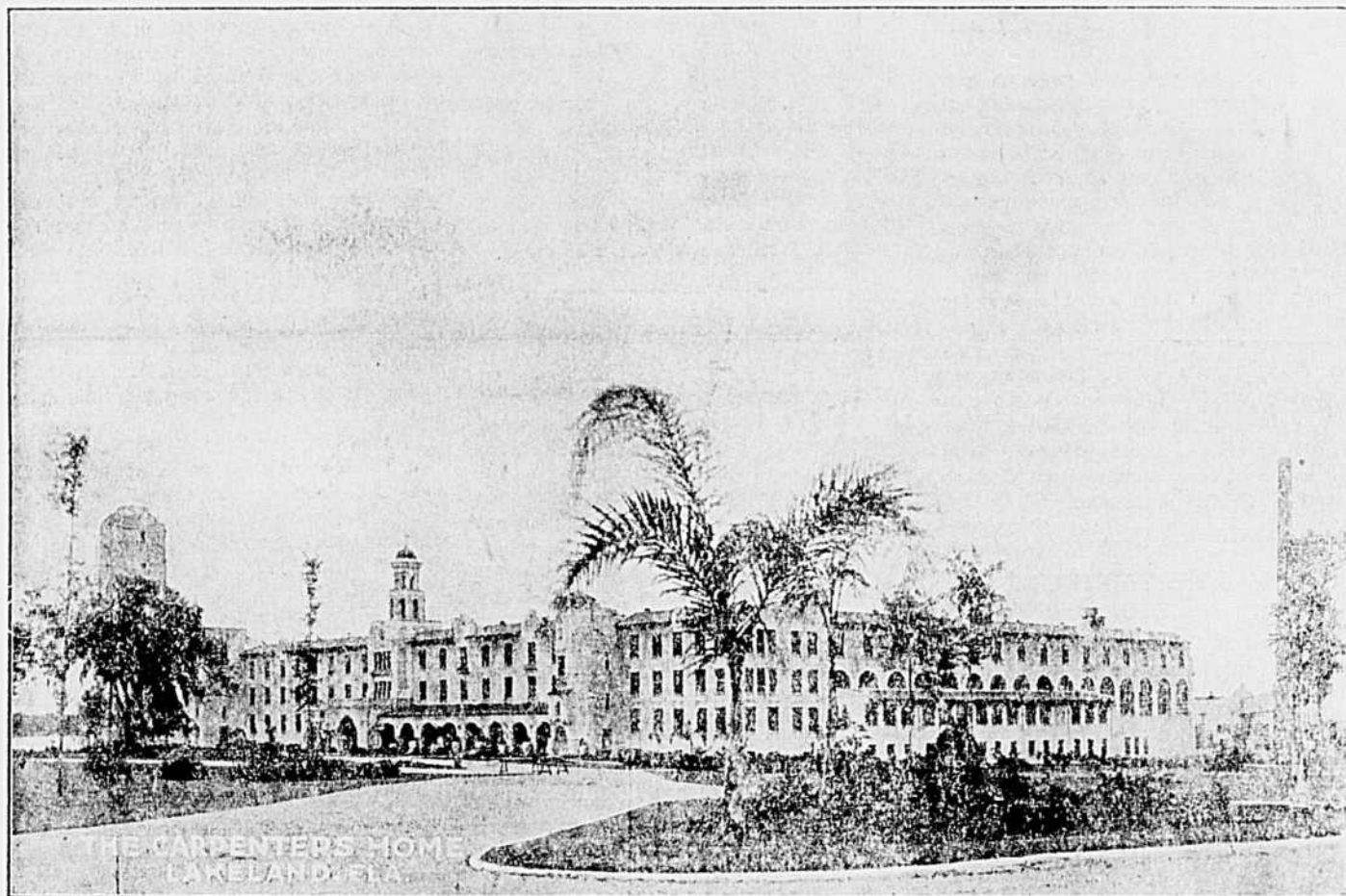
J'ai questionné plusieurs des pensionnés, je voulais savoir d'eux-mêmes ce qu'ils pensaient de leur "home", s'ils s'ennuyaient de leur "chez eux". Ce fut à peu près la même réponse : "A mon âge, si je n'étais pas ici, je serais probablement dans la rue" ; "j'y suis très bien, on est bien nourri, bien entretenu, on est conduit en omnibus à Lakeland deux fois la semaine" — le foyer est situé à quelque trois milles de Lakeland, qui, entre nous, est un des endroits les plus sains et des plus beaux du centre de la Floride et en plein dans le district des oranges. Un autre, à qui je demandais s'il avait des enfants, une famille, me dit : "Oui, j'ai perdu ma femme il y a quelques années, je suis allé habiter chez un de mes gendres ; mais il élève une famille ; je pouvais encore faire des "petites job-bings" par ci par là, mais avec l'âge on n'est plus habile ; mais j'ai craint de leur être une charge, je suis venu ici il y a neuf ans ; j'y suis très bien et j'espère y mourir en paix." Mais que dire de la réponse d'un autre : "J'ai commencé à travailler tout jeune, j'ai élevé une grosse famille, j'en ai arraché toute ma vie ;

j'avais toujours voulu être riche et j'ai eu plus de misère qu'autre chose, mais maintenant, je suis riche, très riche, pas un millionnaire n'est mieux soigné que je le suis ici" et il termina en disant : "God bless the Brotherhood."

Je pourrais continuer comme cela encore longtemps, car j'ai passé toute une grande après-midi à bavarder avec les "vieux" du foyer. On se comprenait, car moi aussi je suis de l'âge de plusieurs d'entre eux. Je suis parti de là en répétant : "God bless the Brotherhood of Carpenters and Joiners of America."

De telles institutions sont un témoignage admirable de ce que peuvent faire nos unions ouvrières et démontrent que les contributions payées par les membres leur sont remises au centuple.

Gus. FRANCO.



LE "FOYER" DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-S-MENUISIERS, A LAKELAND, FLORIDE

Le corps principal des bâtisses est incontestablement une des plus belles constructions qu'on puisse voir : c'est grand, spacieux, bien aménagé, l'air et le soleil entrent partout, les galeries et vérandahs sont larges et bien faites pour inviter au repos. Que dire de la salle de spectacles, de l'auditorium, de la chapelle, du réfectoire, des salles de jeux et de l'hôpital avec cliniques y attachées ? Chaque chambre à coucher est habitée par deux pensionnés, ayant chacun son lit, son armoire, sa table, son étagère, sa chaise berceuse ; il y a une chambre de bain et cabinet de toilette, de propreté irréprochable, qui relie chaque deux chambres.

Je ne trouve pas de mots pour exprimer la surprise d'abord, l'admiration ensuite, qu'on ressent quand on visite ce "foyer" de charpentiers unique en son genre et la fierté qui nous gagne quand on se rend compte que tout cela a été acheté, construit, aménagé, entretenu et opéré par une union ouvrière ; par une de ces unions "internationales" dont on se plaît en certains milieux à dire tant de mal dans le Québec, qu'on s'efforce à nous représenter comme une organisation "dangereuse" pour nous, ouvriers du Québec, qu'on nous conseille — pour ne pas dire plus — d'abandonner pour joindre un de ces syndicats qui n'a jamais rien accompli de lui-même, qui ne peut rien montrer de tangible, si ce n'est d'avoir divisé les rangs de la classe ouvrière et de ce fait avoir maintenu les salaires à un niveau voisin de la misère. Ah ! oui, ils ont joué un bien triste rôle dans le Québec ceux qui dénigrent les unions ouvrières internationales ; comparez les salaires payés aux charpentiers et menuisiers dans le Québec avec ceux en vigueur ailleurs, surtout aux Etats-Unis, demandez-vous ensuite : "Qui est responsable de cet état de choses ?"

En visitant le foyer de la Fraternité Unie des Charpentiers-Menusiers, en conversant avec quelques-uns des 325 pensionnés qui y vivent — dont plusieurs Canadiens-français et Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre — je me suis rendu compte de ce que pouvait accomplir une véritable solidarité, l'union véritable de la classe ouvrière. Le capital représenté par le

Le thé à son meilleur

THÉ
"SALADA"

31F

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

LES ELECTIONS CHEZ LES TYPOGRAPHES

Les élections annuelles de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145 auront lieu samedi, le 4 mars. Dans ce but, un bureau de votation sera ouvert, à partir de midi jusqu'à 8 heures du soir, au No 1079, rue Berri.

On nous informe que seuls les membres ayant payé leurs contributions du mois de janvier auront le droit de voter. Les membres qui n'ont pas encore payé leurs contributions de janvier sont priés de le faire avant de se présenter au bureau de votation.

Tous les membres doivent se faire un devoir de voter pour les candidats de leur choix. Ceux qui sont opposés aux officiers actuels doivent voter pour leur donner des remplaçants de leur choix. Ceux qui jugent que les officiers actuels ont fait leur devoir et qu'ils méritent une réélection doivent voter, car l'appui reçu aux urnes est le plus grand réconfort pour un officier dans l'accomplissement de ses devoirs. Les officiers, quels qu'ils soient, n'ont jamais trop d'appui: plus ils en ont, plus ils se sentent forts. Quant aux membres qui sont plutôt désintéressés, ils ont aussi le devoir de venir exprimer leur choix. Une union ne marche bien que si tous ses membres sont intéressés à son avancement et à son administration efficace.

Donc, que tous les membres viennent remplir leur bulletin et donner leur appui pour le plus grand bien de leur union.

L'UNIFICATION DES CHEMINS DE FER ENCORE DISCUTÉE

Les employés de chemins de fer s'intéressent vivement à ce que la fusion des deux réseaux ne se produise pas. Cette grave question a été discutée lors de la dernière réunion des membres de la Loge Sainte-Marie, de la Fraternité des Wagonniers des usines Angus, vendredi soir dernier. Celle-ci est venue de nouveau sur le tapis quand le secrétaire A. Montpetit donna lecture d'un document émanant du confrère R.-J. Tallon, président de la division No 4 relatant le résultat d'une conférence qui eut lieu à Ottawa, le 7 janvier, entre les intéressés, concernant l'unification des chemins de fer. Il est fait mention de sérieuses résolutions furent adoptées, réaffirmant l'attitude prise par les dirigeants des diverses unités de chemins de fer, contre tout projet de fusion quelconque. On relève le fait d'une de ces résolutions que si au cas, que pour des raisons majeures, les ouvriers seraient dérangés par un procédé nouveau on devrait assurer une protection adéquate aux ouvriers en général.

Outre cette question, il fut des plus intéressant d'entendre le rapport qui a été soumis par le comité de protection local, dirigé par les confrères Henri Vaillancourt, P.-A. Nolet et J.-H. Limoges. Ce comité s'efforce d'agir avec toute la diligence possible au redressement des griefs qui surgissent à tout moment aux divers départements des usines Angus.

Sur recommandations du comité exécutif on décida de déposer des fleurs sur la tombe du regretté défunt, M. McKenna à Ottawa, dont l'anniversaire de sa mort a lieu le 18 février. Le président Mathieu invite les membres possesseurs de passes de chemins de fer, d'assister en aussi grand nombre que possible à cette cérémonie.

La Loge a décidé de laisser sur la table pour étude une demande d'affiliation à la Fédération provinciale du travail.

La résolution suivante a été adoptée: "que les officiers et les membres de la Loge Sainte-Marie No 234, ont appris avec regret la mort de Sa Sainteté le Pape Pie XI, et par respect pour celui qui fut le défenseur de la classe ouvrière dans le monde entier, qu'une minute de silence soit observée, démontrant notre attachement pour ce bienfaiteur du genre humain qui vient de disparaître".

Le confrère August Talbot a été élu vérificateur en remplacement du confrère Donat Roy, devenu vice-président. On procéda aussi à l'élection d'un comité social. Il a été résolu que les comités en existence demeurent en fonction. L'assemblée s'ajourna au vendredi, le 24 courant.

LES EMPLOYÉS DE TRAMWAYS EN BONNE POSTURE FINANCIÈRE

La Division 790, de l'Association amalgamée des employés de chemins de fer électriques et d'autobus, réunissait ses membres en assemblée régulière, mercredi dernier, pour leur faire rapport des activités des officiers supérieurs au cours du mois de janvier.

Le président Gérard Gagnon occupait le fauteuil assisté du vice-président Geo. Gagnon, Alberto Brodeur, trésorier; O.-A. Neveu, secrétaire et Raoul Trépanier, agent d'affaires. Ces officiers ont présenté des rapports touchant l'administration et qui ont trait aux dépenses générales relativement aux caisses de maintien et de maladie. Ce qui a paru le plus intéresser les membres fut le rapport trimestriel de l'auditeur licencié, M. P.-A. Gagnon, démontrant que les recettes sur les dépenses accusent un excédent de plus de \$8,000.00. Considérant que la division 790 détient des débetures à la compagnie des tramways au montant de \$12,000, il est donc établi que l'actif de l'union est assuré de la somme de \$20,000. On doit reconnaître que l'union des employés de tramways, qui compte plus des deux tiers des employés de la compagnie est des plus prospères.

Le rapport de l'exécutif contenait une recommandation pour l'achat de billets à la participation du bal de la B. & S. W. Union, qui eut lieu hier soir, en la salle Auditorium.

Un autre rapport fut présenté par l'agent d'affaires Raoul Trépanier, il s'agissait d'une réunion des exécutifs des deux unions pour discuter la question du "one-man car". Il fut suggéré qu'un comité de trois membres soit nommé pour agir sur le bureau de conciliation qui se composera des membres des deux unions, pour étudier la possibilité d'en venir à une entente sur les griefs qui pourraient surgir ou toutes autres questions. Les confrères Gérard Gagnon, O.-A. Neveu et R. Trépanier ont été choisis pour représenter la division 790 à ce bureau de conciliation.

Il fut question d'organiser un grand bal à la mi-carême, mais ceci a été laissé au soin de l'agent d'affaires.

CHEZ LES PEINTRES

La saison de l'ouvrage pour les peintres aura-t-elle pour effet de faire revenir au bercail de l'union les anciens membres. Cette appréhension occupe tellement l'esprit des officiers, qu'à chaque assemblée, cette question revient sur le tapis et on discute les moyens à prendre pour grouper tous les ouvriers compétents de ce métier en vue du renouvellement du contrat collectif de travail.

On sait que les négociations pour l'obtention de prix plus élevés et de meilleures conditions de travail sont en cours depuis le 2 février dernier entre la Chambre de construction (Builders' Exchange) et un comité spécial du Conseil des Métiers de la Construction. D'après les rapports il appert que les négociations semblent être un peu paralysées, par le fait que quatre corps de métiers seulement, auraient probablement la faveur d'obtenir une augmentation substantielle sur le salaire actuel; tant que pour les autres métiers, la représentation patronale ne se montre pas tout à fait opposée à une augmentation, mais elle semble exprimer le désir que le salaire actuel reste le même. La lutte se continue fermement de part et d'autre et les délégués ouvriers ont bon espoir de pouvoir obtenir une augmentation de gages et une diminution d'heures de travail.

Les délégués Edgar Gilbert et A. Desève ont été autorisés de suivre les négociations et d'obtenir le plus possible pour les peintres.

En ce qui concerne la clause qui a été incluse dans le présent contrat ayant trait aux réparations, on a rapporté que les employeurs comme les employés y sont absolument opposés.

On décida de renouveler la location de la salle de l'union des cordonniers, 1331a rue Ste-Catherine est, pour la tenue des réunions du local 349.

CONCERT-BOUCANE DES TRAVAILLEURS DE METAL EN FEUILLE, CE SOIR

On a rapporté à l'assemblée du local 116, de l'union des ouvriers du métal en feuilles, mardi soir dernier, que les négociations en cours depuis le 2 février entre la Chambre de construction de Montréal et les représentants des métiers de la construction pour un renouvellement de contrat collectif de travail semblent bien, d'après les pourparlers, qu'une entente sera conclue et que les salaires qui sont exigés par les organisations en cause, seront selon toute probabilité un fait accompli. Seulement on craint d'après l'attitude qui vient d'être prise par les unions internationales, nationales et indépendantes des briquetiers et maçons, en signant un cartel s'engageant mutuellement à ne signer de nouveau contrat collectif de travail avec les entrepreneurs à moins d'obtenir une augmentation de 15% sur le salaire actuel de 80 sous de l'heure, aurait probablement pour effet de retarder les résultats de ces négociations.

Malgré tout ce qui peut arriver, déclarèrent les confrères Renaud et Crawford, représentants du local 116, les perspectives sont des meilleures pour les ouvriers du métal en feuilles, car les prix suggérés semblent être des plus satisfaisants, les représentants des patrons de cette industrie au comité de négociations paraissent disposés à payer les salaires réclamés cette année par l'union des ouvriers du métal en feuilles.

Le comité social a rapporté sur les préparatifs du grand concert tabagie qui a lieu ce soir, à la salle du café St-Jacques et on s'attend d'après les billets vendus, que plus de 500 personnes participent à cet événement social, qui sera le clou de la saison. L'entrée est fixée à 25 cents.

ECHOS DE SHERBROOKE

Nous apprenons avec plaisir de bonnes nouvelles de Sherbrooke, que le Conseil des Métiers et du travail de l'endroit, récemment organisé, va de progrès en progrès; on attribue ces succès, selon nos informations, à la diffusion du journal "Le Monde Ouvrier", qui aide non seulement cet organisme mais aussi toutes les unions qui y sont affiliées. On nous informe d'ailleurs que le confrère Alzée Bastien, organisateur de la Fédération Américaine du Travail y porte un intérêt constant en prêtant son concours continu, et que le jour n'est pas loin où le même Conseil des Métiers pourra communiquer avec le chroniqueur du "Monde Ouvrier" afin de le renseigner sur les activités ouvrières qui se déroulent à cet endroit de la province.

Il nous fait plaisir de recevoir une demande pour un abonnement au journal de M. Ephrem Breton, secrétaire du Club Libéral ouvrier de Sherbrooke, lequel croit pouvoir intéresser les membres du club au "Monde Ouvrier" et il espère obtenir d'autres adeptes parmi les ouvriers qui en font partie.

Malgré toutes les difficultés que nous avons eues à surmonter depuis près d'un an, nous avons toutefois la consolation de voir s'éclaircir les nuages au firmament ouvrier de Sherbrooke, en ce qui concerne, bien entendu, les unions internationales et autres qui adhèrent à notre grande famille ouvrière.

POUR METTRE FIN À LA PAUVRETE

La formation d'un comité spécial de la Chambre qui rechercherait les moyens de "mettre fin à la pauvreté et à la souffrance", fait l'objet d'une motion que J.-S. Taylor, député indépendant de Nainaimo, a inscrit au feuilleton du jour de la Chambre. M. Taylor soumet que les Canadiens ont raison de croire que leur pays est l'un des plus favorisés du monde sous le rapport des ressources, parce qu'il est épargné des affres de la guerre et qu'une atmosphère sereine est son partage; mais à cause de cela, il convient, dit-il, de trouver les moyens d'enrayer la pauvreté au sein de l'abondance, de soulager les misères et les privations, et d'éloigner les causes de malaise et de détresse dans une contrée aussi généreusement dotée.

CHEZ LES BUANDIERS

Le conseil donné par le ministre du travail, l'honorable William Tremblay, aux ouvriers de s'organiser, a obtenu un succès extraordinaire au local 122 de l'union internationale des Nettoyeurs, buandiers et travailleurs des métiers connexes. Plus de deux cents ouvriers se sont enrégistrés à la dernière assemblée de cet organisme. L'agent d'affaires, M. Roméo Lepage, souhaite que tous les ouvriers suivront le conseil du ministre du travail.

Je crois, dit-il, que les ouvriers réalisent que le gouvernement a réellement raison, — l'organisation est la chose primordiale pour toutes les classes de la société. Je souhaite aussi que l'article 23, de l'Office des Salaires raisonnables soit appliqué dans toute sa rigueur afin que les ouvriers ne craignent plus de rejoindre les rangs de l'union de leur choix.

Combien de pauvres ouvriers sont sur le pavé et ont recours aux secours directs par le manque de sévérité de ceux qui ont charge de faire respecter cette loi. C'est très bien le conseil du ministre du travail, mais il serait encore mieux si chaque patron était averti qu'il est formellement défendu d'intimider, de congédier un ouvrier pour ses activités syndicales.

J'invite tous les travailleurs de nos industries, à démontrer qu'ils apprécient le conseil du ministre du travail, en assistant à toutes les assemblées qui se tiennent chaque vendredi, à la salle de l'union des travailleurs en chaussures, 1331a, rue Ste-Catherine est. Le confrère Paul Fournier, organisateur de l'union des Chapeliers adressa un réquisitoire intéressant sur les bienfaits de l'union ouvrière qui fut grandement apprécié de l'assistance.

UNE FETE ANNIVERSAIRE AU LOCAL 112 DE LA CONFECTON

C'est dimanche, le 19 courant que célébrera le local 112, de l'union internationale des ouvriers de la confection du manteau, son 20e anniversaire de fondation. Il y a en effet vingt ans que fut fondé ce local pour grouper les ouvriers et les ouvrières canadiens-français de cette industrie.

Un souper dansant marquera cette anniversaire du local 112. Il aura lieu au club Scandinavien, situé au 1243 rue de la Montagne, sous la présidence de M. Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail et de son épouse. On s'attend à ce que les membres des divers locaux de l'ILGWU et de ceux des unions-sœurs y participeront en grand nombre.

Gin de KUYPER

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695

RECETTE ORIGINALE DE LA PONCE

- Le jus d'un citron • Eau bien chaude
- Sucre au goût • Un peu de muscade
- Deux doigts de GIN DE KUYPER

40 onces 26 onces 10 onces

\$280 \$200 90¢

Une mise au point des employés de la fourrure

Les officiers et les membres de l'union internationale des ouvriers de la fourrure locaux 66 et 67 se sentent légitimement lésés par certain faits qui ont paru dans une feuille opposée à l'union internationale. On nous prie donc de bien vouloir donner suite à une mise au point dans "Le Monde Ouvrier", dans l'intérêt des membres et du public en général, afin de les mieux renseigner pour qu'il n'y ait pas d'erreur à l'avenir. Nous nous rendons volontiers à cette juste revendication dans l'intérêt du Travail Organisé. Voici ce que dit cette mise au point:

Nous relevons un article paru dans *La Vie Syndicale* de janvier 1939, article qui nécessite une mise au point afin de mieux renseigner les ouvriers en fourrure et le public en général pour qu'il n'y ait pas d'erreur comme celles qui ont déjà été commises. Nous, de l'Union internationale des Ouvriers en Fourrure, croyons de notre devoir de mettre les choses au point malgré qu'il ne soit pas dans nos habitudes de chanter nos succès à tout moment.

Tout ce que nous désirons est de bien renseigner les ouvriers en fourrure et tous ceux qui sont intéressés, et non simplement de plaire à nos ennemis, qui sont aussi, peut-être sans le savoir les ennemis des ouvriers en fourrure, ayant créé une compétition injuste, non seulement pour les travailleurs mais aussi pour les employeurs sérieux qui depuis cinq ans coopèrent avec l'Union des Ouvriers en fourrure des Etats-Unis et du Canada.

Notre union existe depuis 1917 et les membres ont fait tous les sacrifices nécessaires afin d'améliorer leurs conditions de travail de la manière la plus intelligente, et la preuve est que pendant la période de 1917 à aujourd'hui, seules, deux grèves couronnées de succès ont troublé l'industrie.

Nous refusons donc à qui que ce soit, en dehors du Travail Organisé international le droit de dire qu'ils ont amélioré les conditions de travail dans l'industrie de la fourrure de Montréal et donné à nos membres l'avantage d'améliorer leurs conditions. Nous dirons d'abord que les salaires de \$35.00 par semaine existent dans l'industrie de la fourrure depuis trois ans et qu'actuellement ces mêmes salaires depuis la signature de notre présent engagement sont de \$36.50 non seulement sur papier mais réellement payés par les employeurs.

Si nous considérons les heures de travail, nous sommes malheureusement obligés de dire que dû à ceux qui prétendent nous avoir aidés, nous, de l'Union internationale avons dû sacrifier quatre heures de temps supplémentaire à temps régulier afin de dédommager nos patrons contre huit heures données par nos ennemis, ce qui est loin d'être dans l'intérêt des travailleurs et est un pas de reculons sur les années précédentes puisque la semaine régulière était de quarante heures.

Le plus grand échec que nous subissons cette année, est sans contredit la compétition injuste créée dans notre industrie par un contrat existant que nous considérons inférieur au nôtre. Cependant, malgré ce l'on dit, notre engagement est respecté, nos salaires sont payés tels que prescrits et sont supérieurs aux autres dans notre industrie.

Nos ennemis se vantent d'avoir fait rembourser dans six mois la somme de \$2,500 en réclamations de salaires. C'est un signe évident que nos ennemis devraient considérer que le travail antérieur fait par notre comité a été très effectif si l'on considère que sous notre contrat, 1935-1938, ce comité a fait rembourser des sommes au montant de \$73,000 aux patrons pris en défaut.

Nos ennemis devraient se tenir pour avertis que c'est notre organisation qui a mis nos employeurs au courant de cette législation dite des Conventions collectives et la faisant appliquer et respecter par la comparution en cour de justice

de plus de 200 cas durant les derniers contrats.

Nous ne voulons pas entrer dans plus de détails. Nous désirons simplement que les ouvriers en fourrure ne soient pas mis sous de fausses représentations, et qu'ils demandent et s'informent comment il est arrivé que deux contrats aient été mis en vigueur en une seule industrie et par quelle influence ces deux contrats sont devenus force de loi; qu'ils demandent de plus, si les salaires des mois de mai, juin et juillet ont été remboursés aux travailleurs sous l'égide du contrat en force de ceux qui nous critiquent.

Nous demandons à ceux qui nous combattent et qui se croient des dieux en questions économiques et sociales, de bien considérer les chiffres mentionnés plus haut et ils pourront songer, non pas qu'ils ont été utiles aux travailleurs, mais qu'ils ont bien travaillé à détruire ce que notre mouvement avait édifié au prix de tant de sacrifices, afin de satisfaire quelques patrons sans gêne qui ont tout tenté dans le passé pour détruire une organisation qui leur était favorable à tous les points de vue. En examinant bien ces chiffres, messieurs, vous y trouverez des heures de travail qui ont été données librement afin d'améliorer les conditions de travail, et non pas comme les arrivistes de la dernière heure pour essayer de détruire, afin de promouvoir une association qui est plutôt patronale qu'ouvrière, et ceci au détriment de la classe laborieuse des travailleurs en fourrure de Montréal.

Il serait injuste de conclure sans donner tout le crédit que méritent les manufacturiers sérieux de Montréal, qui, depuis 1917 ont transigé avec nous, et qui continuent de coopérer avec nous; sachant bien qu'il y va de leur intérêt comme de celui de leurs ouvriers que l'industrie de la fourrure soit protégée, ce n'en déplaît à qui que ce soit.

LES EMPLOYES DE RESTAURANTS

L'Alliance internationale des employés d'hôtels et de restaurants, local 382, va de progrès en progrès, vendredi dernier, avait lieu en la salle de l'union des chapeliers, 1207 rue University, une des plus importantes assemblées des gens de cette industrie depuis sa fondation. Le confrère Nick Koustandynidis, présidait cette séance. Les principaux points qui furent discutés sont une augmentation substantielle du nombre de membres, au moyen d'une campagne intense de recrutement d'ici au 1er mai; aussi l'Ordonnance des salaires raisonnables que l'on veut appliquer à cette industrie.


Des orateurs éloquents tels que les confrères Arthur Martel, président de la Fédération provinciale du travail; S. Kraisman, organisateur de l'union internationale de la confection pour dames, exposèrent la situation et démontrèrent que ce n'est que par la force économique que les ouvriers pourront réellement améliorer leurs salaires et leurs conditions de travail, ils furent vivement applaudis pour leurs judicieuses remarques.

Le confrère Jack Lenger, organisateur, enrégistra une trentaine de nouvelles recrues qui furent immédiatement initiés dans le giron de l'union.

UN BUT ATTEINT

L'Exécutif de la Fédération Américaine du Travail actuellement réuni à Miami, Floride, est à étudier divers projets qui seront soumis à la prochaine réunion du Congrès. L'exécutif espère avoir 4,000,000 de membres payants à la fin du mois d'août prochain. Ce sera la première fois dit-on, que la Fédération atteint ce chiffre depuis 1920, alors que l'essor industriel qui suivit la grande guerre augmenta considérablement le nombre des membres.

LA
BANQUE D'ÉPARGNE
1846 DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL 1938



Quatre-vingt-douzième Rapport Annuel

AUX ACTIONNAIRES. MONTRÉAL, LE 13 FÉVRIER, 1939.

Messieurs,
 Vos administrateurs ont le plaisir de vous soumettre le quatre-vingt-douzième rapport annuel des affaires de la Banque et le résultat de ses opérations durant l'année expirée le 31 décembre, 1938.
 Les profits nets de l'année ont été de \$390,482.19, auxquels il faut ajouter le solde reporté du compte des Profits de l'année dernière, soit \$294,388.86, ce qui forme un ensemble de \$684,870.96. Outre les distributions trimestrielles d'usage à ses actionnaires, la Banque a versé sur cette somme \$8,700.00 à diverses œuvres charitables et philanthropiques — indépendamment de la somme de \$10,150.00, intérêt sur le fonds des pauvres distribué comme d'habitude — et a transporté \$250,000.00 au fonds de Réserve — élevant celui-ci à \$3,000,000.00 — laissant un solde au crédit des profits non divisés de \$146,170.96.
 C'est avec de profonds regrets que vos administrateurs ont à enregistrer la mort, durant l'année, de deux de leurs collègues, celle du Lt.-Colonel Herbert Molson, C.M.G., M.C., administrateur depuis 1930, survenue le 21 mars 1938, et celle de l'Honorable Sénateur A. J. Brown, C.R., administrateur depuis 15 années, qui est décédé le 16 novembre dernier. Nous sommes certains que vous partagez notre vif regret de la perte de ces deux zélés collaborateurs.
 Pour remplir ces vacances, nous avons appelé à votre Conseil d'Administration, MM. Walter Molson et George Frederick Benson.
 Suivant la coutume, une inspection fréquente et complète des livres et de l'actif de la Banque a été faite durant l'année.
 Le rapport des vérificateurs et le bilan sont maintenant devant vous.

Le président,
R. DANDURAND.

BILAN GÉNÉRAL
AU 31 DÉCEMBRE, 1938.

PASSIF		
Au Public:		
Dépôts portant intérêt	\$64,487,956.63	
Dépôts ne portant pas intérêt	1,924,309.89	
Fonds de charité	180,000.00	
Comptes divers	1,252,643.87	
		\$67,844,910.39
Aux Actionnaires:		
Capital (souscrit \$2,000,000.00), versé	\$ 2,000,000.00	
Fonds de Réserve	3,000,000.00	
Solde des Profits, reporté	146,170.96	
		5,146,170.96
		\$72,991,081.35
ACTIF		
Espèces en caisse et dans les banques	\$ 8,607,814.78	
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux	36,849,321.30	
Obligations de municipalités canadiennes	17,161,287.70	
Obligations de municipalités scolaires canadiennes	40,812.62	
Obligations de corporations canadiennes d'utilités publiques	4,724,041.94	
Valeurs diverses	200,000.00	
Prêts à demande et à courte échéance, garantis par des valeurs en nantissement	4,207,205.55	
Fonds des Pauvres, placé sur obligations du Gouvernement Fédéral et de municipalités canadiennes, approuvées par le Gouvernement Fédéral	180,000.00	
		\$71,970,593.89
Immeubles de la Banque (bureau principal et succursales)	\$ 1,000,000.00	
Autres titres	20,487.46	
		1,020,487.46
		\$72,991,081.35

Pour le conseil d'administration,
 Le président:
 R. DANDURAND

Le directeur général:
 T. TAGGART SMYTH

Discours du Président

Messieurs,

Bien que l'année qui vient de s'écouler ait été une période très agitée et incertaine pour le monde entier, y compris le Canada, votre Banque n'a pas eu à s'en plaindre. Sa progression y a été constante et soutenue. Aussi ai-je confiance que le bilan dont je viens de vous donner lecture aura l'heur de mériter votre approbation. Il est vrai que les profits de l'exploitation n'accusent qu'une augmentation de quelques milliers de dollars sur ceux de l'année précédente, mais ils sont les plus forts que la Direction ait eu à enregistrer jusqu'ici. Etant donné le taux relativement peu élevé du loyer de l'argent, durant tout le cours de l'année, ce résultat devrait être considéré très satisfaisant.

Pour ce qui a trait aux autres postes du Bilan, j'ai l'avantage de pouvoir vous signaler qu'ils montrent tous une expansion considérable. Le chiffre de vos dépôts s'est accru de près de trois millions et demi, sans tenir compte de quelques dépôts spéciaux d'un million et demi, ne portant pas d'intérêt, ce qui porterait l'augmentation de ce chef à près de cinq millions. Le nombre de nos clients est constamment en croissance et le volume des affaires confiées à la Banque montre une progression de plus en plus marquée. J'aime à croire que le progrès et la prospérité de la Banque reflètent le bien-être de sa nombreuse clientèle.

Quand l'actif de la Banque, j'estime qu'il est si clairement exposé au bilan qu'il pourrait bien se passer de commentaire. Cependant une analyse sommaire de ce que possède la Banque et de ce qui constitue son avoir pourrait vous intéresser. Nous avons en caisse et dans les banques une somme liquide de plus de huit millions et demi. En obligations des gouvernements fédéral et provinciaux nous avons plus de trente-six millions; cependant que nous avons plus de dix-sept millions d'investis dans les obligations de nos meilleures municipalités canadiennes et près de cinq millions dans les obligations soigneusement choisies de nos plus grandes Compagnies d'utilités publiques. Considérant que tous ces di-

vers titres sont de tout premier ordre; qu'ils sont réalisables sans délai et qu'ils sont inscrits à votre bilan à des cours sensiblement au-dessous de la valeur marchande actuelle, j'estime que l'exposé est de nature à vous satisfaire.

Pour ce qui a trait aux autres postes de l'actif, nos prêts à demande, qui ne s'élèvent qu'à quatre millions, sont tous nantis par des titres de premier ordre, également réalisables à demande, et les immeubles de la Banque lui appartiennent, francs de toute charge, et sont portés au bilan à moins d'un tiers de la valeur estimée par l'autorité civique.

Ce petit résumé de l'actif de la Banque indique clairement que vos placements sont de tout premier ordre et conformes aux sages dispositions statutaires qui régissent votre institution. Au surplus, ils représentent environ 107% de ses obligations au public. Je suis très heureux de pouvoir ici rendre hommage à notre dévoué personnel. Il s'est acquitté de ses devoirs, durant l'année, de façon tout à fait satisfaisante et je suis content de lui témoigner ma gratitude. La Banque se rend bien compte de la valeur d'un personnel satisfait et dévoué et elle s'efforce par tous les moyens à sa disposition de former des compétences et d'assurer à ses employés les occasions d'avancement dans le service. Tout en favorisant des cours d'études dont elle fait les frais, la Banque pourvoit aussi au divertissement des employés en leur procurant des jeux divers et les loisirs nécessaires pour leur permettre de s'en avantager. La bibliothèque des employés compte plusieurs milliers de volumes et forme aussi l'objet de notre attention constante. Notre personnel apprécie les avantages qui lui sont offerts de ces divers chefs.

En son nom, au nom de mes assistants et au mien, je vous réitère l'assurance de notre loyauté et de notre sollicitude constante pour les intérêts de l'institution.

Je m'en voudrais de terminer cette petite esquisse sans remercier notre clientèle, toujours en croissance, de la confiance qu'elle continue de nous prodiguer et dont nous nous efforçons de rester dignes.

FUMEZ LES Cigarettes

GRADS

A bâtons rompus

Le Canada doit-il participer aux guerres de l'Empire ?

Les uns affirment que c'est inévitable, car lorsque la Grande-Bretagne est en guerre, tous ses Dominions, colonies et possessions le sont également. Les autres — nous du Québec, surtout — sont absolument opposés à cette manière de voir ; ils soutiennent que le Canada est un pays indépendant, maître de ses destinées et qu'il décidera lui-même de l'aide qu'il donnera à la mère-patrie. Il ne faut pas oublier toutefois que le pays avec lequel l'Angleterre sera en guerre décidera lui-même également s'il l'est avec nous ou s'il ne l'est pas. Est-il inadmissible qu'il ne cherche pas à s'emparer d'un des Dominions de l'Empire britannique, le plus riche à tous les points de vue et bien peu préparé à défendre son vaste territoire ?

Sommes-nous destinés à perpétuité à faire partie intégrale de l'Empire britannique ? Nous ne le croyons pas. Alors quoi ? Devons-nous devenir un pays indépendant ? Le nombre de ceux qui opinent en ce sens augmente de jour en jour. C'est probablement pour contrebalancer ce courant que nous aurons sous peu la visite de nos souverains. Cela changera-t-il quelque chose ?

Un autre groupe estime que la meilleure solution serait de nous tourner vers nos voisins du Sud avec lesquels nous avons plus d'affinités, de relations commerciales, de choses en commun qu'avec tout autre groupe. Il y a certes du pour et du contre. Cette solution réglerait bien des gros problèmes tout comme elle en ferait probablement surgir de nouveaux ; l'un contrebalancerait-il l'autre ? Si nous devons nous fier à l'aide militaire des Etats-Unis pour défendre notre territoire en cas d'agression d'un pays en guerre avec la Grande-Bretagne, ne serait-il pas aussi bien d'en faire partie intégrale ? Voilà ce que beaucoup pensent mais qu'encore bien peu disent ouvertement. Y avez-vous déjà songé ?

Il y en a qui vont plus loin et veulent faire du Québec un Etat séparé, tout comme d'autres réclament l'autonomie absolue pour la Ville de Montréal. L'un est presque aussi fantaisiste que l'autre.

Nous vivons dans un pays libre, alors nous avons le droit d'avoir une opinion sans passer pour un mauvais patriote, un fauteur de désordres, ou un "rouge".

* * *

Il y a certaines choses qu'on ne doit toucher qu'avec beaucoup de prudence, en voici une. Vous vous rappelez l'affaire de la paroisse Saint-Etienne : il s'agit d'une gigantesque fraude de \$261,939.00, question d'une balance d'emprunt consentie par un certain nombre de paroissiens qui ne pouvant se faire rembourser ont poursuivi la Fabrique, et comme tierce-partie responsable Mgr Gauthier aussi bien que la Corporation catholique archiépiscopale. Il paraît qu'avant de pouvoir poursuivre un prêtre et, à plus forte raison, un évêque, il faut obtenir au préalable l'autorisation de la faire des autorités épiscopales ; les pétitionnaires ne l'ayant pas fait, ils ont été simplement excommuniés le 18 janvier dernier ; ils viennent de demander une remise de la cause au 27 mars, afin de porter, dans l'inter-valle, un appel du décret d'excommunication à Rome.

Je n'ai certes pas l'intention de critiquer cette manière d'agir ; toutefois, je me demande quelle va être la position du juge qui instruira cette affaire, car il est à présumer qu'il sera un catholique lui aussi. Si, dans son âme et conscience, il est convaincu que les intéressés ont été volés par l'ex-curé ou la Fabrique, n'est-ce pas que c'est une situation délicate ? Je n'en dis pas plus long... Tout d'un coup je m'expose à être excommunié moi-même. Alors le silence est d'or, mais il me reste quand même le droit de penser à cette vieille parabole : "Rendez à César ce qui est à César et..."

SOCIUS.

LES ACCIDENTS

"Un accident n'est qu'une erreur qui se matérialise en fait, parce que quelqu'un n'a pas accompli son travail tel qu'il le fallait", a déclaré un homme d'affaires bien connu. De plus, il ajoute : "Pourquoi est-il possible à certains départements, mois après mois, de diminuer le nombre des accidents de toutes sortes ?" Après une étude approfondie, ma réponse à cette question est que les employés dans ces départements ont une meilleure compréhension de leur travail et que les surintendants sont véritablement des gérants. Quand on découvre ce "pourquoi", la conclusion s'impose que le problème des accidents et celui de la production sont solidaires, et que l'élément humain, c'est-à-dire l'homme est à la base de ce résultat.

Nous sommes de plus en plus convaincus qu'une compagnie est jugée d'après les contremaitres qu'elle emploie. Personne ne remplit un rôle plus important que le contremaitre. C'est lui qui dirige l'attitude des hommes envers l'usine et les conditions qui y existent. Il exerce donc une influence prépondérante sur l'accélération de la production et la diminution du nombre des accidents. — Pensez-y bien !

La mésentente entre la direction et les employés doit être évitée à l'usine pour plus d'une raison. Et surtout à cause de la tension nerveuse qu'elle occasionne chez l'individu, qui en ressent une fatigue nuisible à son travail. Un ouvrier qui craint constamment son surintendant ou son contremaitre ne peut fournir l'efficacité voulue, se fatigue rapidement et est ainsi plus sujet à l'accident. Quelle que soit l'habileté de l'individu, il lui est impossible de donner un bon rendement sous la férule d'un supérieur qui le harcèle constamment. Il est donc de bonne politique que le patron tâche de se rendre compte des relations qui existent entre ses gradés et leurs subalternes. — *Nouvellettes.*

L'ORDONNANCE No 23

Les membres du local 200, de l'union des employés de tavernes se sont intéressés à discuter au cours de leur réunion de dimanche dernier, de l'ordonnance spéciale No 23 qui est appliquée à cette industrie depuis le 21 janvier dernier. Au cours de la discussion, on a fait remarquer que les employeurs ne semblent pas comprendre comment appliquer cette loi, qui paraît absolument raisonnable, tant aux employeurs qu'aux employés.

Le vice-président de l'Office des salaires raisonnables, M. Georges Crompt, au cours d'une entrevue avec le président Nelson Fortier, aurait déclaré, que pour faciliter la mise en vigueur de l'ordonnance, on a dit-il, divisé la juridiction territoriale en trois zones. L'Office a aussi divisé la classification en quatre classes comprenant : les ouvriers de comptoir, les garçons de tables, les hommes de peine et les surnuméraires.

D'après l'interprétation qui y est donnée, les employés de cette dernière catégorie ne travaillant pas la semaine régulière de 54 heures, sont considérés comme étant ceux devant recevoir 32 sous de l'heure ; ceux travaillant moins de 30 heures durant une semaine, recevront le taux fixé pour les employés surnuméraires, plus une augmentation de 25 pour cent. On a donc reconnu après étude de l'ordonnance qu'un employé travaillant moins de 54 heures est celui qui doit être payé 43 et 32 cents l'heure, selon les classes 1 et 2. M. Crompt nous a appris que l'Office avait placé deux inspecteurs pour voir à la surveillance de l'observance de l'ordonnance dans les tavernes.

M. Crompt compte aussi sur la coopération des employés leur assurant la plus entière discrétion en fournissant à l'Office une liste de noms et adresses des endroits sujets à des enquêtes. Par conséquent, le président Fortier suggéra donc aux membres de bien vouloir coopérer

Au Conseil des Métiers et du Travail

Malgré la température sibérienne qu'il faisait jeudi soir, les délégués assistaient nombreux à la séance du Conseil des Métiers et du Travail, en la salle de l'Assistance Publique, 458 rue Lagache-tière Est. M. Raoul Trépanier occupait le fauteuil, assisté du vice-président sortant de charge, Pierre Lefèvre.

Le premier ordre du jour fut l'adoption d'une résolution de condoléances à l'occasion de la mort de S. S. le Pape Pie XI, qui a été prise debout durant une minute d'un religieux silence, exprimant les vives sympathies du Conseil ; que le secrétaire envoie un télégramme à S. E. le cardinal Villeneuve, actuellement à Rome.

Les délégués procédèrent à l'élection d'un neuvième membre de l'exécutif. La lutte se faisait entre les délégués Emile Fagnant, Claude Jodoin, A. Bourget, A. Mathieu et J.-E. Ouellette. Après deux tours de scrutin, le délégué C. Jodoin, fut finalement élu 9e membre de l'exécutif.

Le conseil a enregistré, sur recommandation du comité exécutif, un protêt contre le transport d'un point quelconque des Etats-Unis au Canada par nos routes de toutes marchandises américaines. Copie de cette résolution sera envoyée au ministre des douanes.

On a aussi adopté sur recommandation du comité exécutif, une résolution de protestation contre certains journaux de Chicago à la suite de leurs attaques contre les piqueteurs au cours de la grève des journalistes de cette ville, avec recommandation auxdits journaux de conclure une entente avec leurs employés.

M. Arthur Martel fut nommé représentant du Conseil à la conférence nationale du logement qui sera tenue à Toronto, les 20, 21 et 22 du mois courant.

À la requête du Conseil de district des charpentiers-menuisiers, le Conseil adopta une résolution de protestation contre les échafaudages érigés au manège militaire de la rue Craig, et demande de continuer les travaux qui ont été suspendus depuis quelque temps, et de ce fait donnerait du travail aux chômeurs, sinon de démolir lesdits échafaudages sans délai car ils sont un danger constant pour le public.

M. Arthur Martel, président de la Fédération provinciale du travail, fut invité à présider à l'installation des officiers récemment élus. M. Trépanier a remercié les délégués de la confiance témoignée en le réalisant de nouveau à la direction des destinées du Conseil.

M. Martel fit ensuite un intéressant rapport sur les activités du comité de logement de Montréal, lequel préconise les logements ouvriers en profitant de la somme de \$16,000,000 qui vient d'être votée par le gouvernement fédéral. Il rapporta qu'en compagnie de M. Trépanier, il est allé rencontrer le maire Houde au sujet des amendements aux règlements municipaux de construction, amendements qui ne peuvent être accordés ou autorisés que par le gouvernement de Québec. M. Houde s'est prononcé en faveur de cette demande et dit qu'il insisterait pour que l'amendement soit compris dans le bill de Montréal. Il a répondu à plusieurs questions posées par les délégués. Il ajouta que la cité de Montréal qui possède présentement 750,000 habitations qu'elle a dû reprendre parce que les propriétaires n'ont pu payer les taxes, pourrait aussi faire sa part pour favoriser la construction de maisons à bonnes conditions et accessibles aux ouvriers.

Après la transaction de quelques affaires de routine, la séance du Conseil s'ajourna à 10.30 P.M.

DES MEMBRES INUTILES SINON NUISIBLES

1. Ceux qui n'assistent jamais aux assemblées.
2. Ceux qui, quand ils assistent, arrivent en retard et demandent des éclaircissements sur tout ce qui s'est passé avant leur arrivée.
3. Ceux qui restent chez eux, à cause de l'inclémence de la température — ou parce qu'ils aiment mieux faire une partie de bridge ou de poker.
4. Ceux qui critiquent tout, tous et chacun.
5. Ceux qui n'acceptent aucune charge, afin de pouvoir toujours trouver à redire sur ce que font les autres.
6. Ceux qui, s'ils sont membres d'un comité, entravent sa marche par leur entêtement.
7. Ceux qui n'expriment jamais leur avis quand c'est le moment de le faire, puis ensuite crient sur les toits ce "qu'on aurait dû faire".
8. Ceux qui ne font jamais rien pour leur association mais qui traitent d'arrivistes ceux qui prennent des initiatives.
9. Ceux qui ne se rendent pas compte que leur contribution est nécessaire pour faire vivre leur association et qui négligent de la payer.
10. Ceux qui ne recrutent pas au moins un autre membre.
11. Ceux qui ne font rien sans y être poussés l'épée au dos et qui crient sur tous les toits que leur association ne progresse pas.
12. Ceux qui, ne faisant rien pour leur association, se plaignent que celle-ci ne fait rien pour eux ! — *L'Imprimeur.*

avec l'union en faisant connaître les tavernes qui ne paient pas les salaires fixés par l'ordonnance.

Le confrère Fortier expliqua l'entrevue avec le premier ministre, l'hon. M. Maurice Duplessis, lors de la présentation des demandes ouvrières au cabinet provincial concernant le travail des femmes dans les cabarets, grills, etc., aussi le nettoyage de l'établissement ; la prétention de certains patrons de payer les salaires qu'ils voudront à leurs employés, sur ce, le premier ministre aurait fait observer que les patrons auront à s'en tenir à l'ordonnance et voir à l'observer à la lettre.

Une délégation composée des confrères N. Fortier, Ed. Desormiers et Jack Frawley, a été nommée pour aller expliquer à l'Office des salaires raisonnables la situation qui est faite aux employés par les patrons dans l'industrie de l'hôtellerie. Un comité a également été constitué pour faire une campagne de recrutement durant les mois de mars, avril et mai.

LA PRODUCTION CANADIENNE DE PETROLE A LA HAUSSE

La production canadienne de pétrole brut et de gaz naturel a atteint en 1938 un nouveau sommet avec le total de 6,870,000 barils estimés à une valeur de \$11,514,000, comparativement au total déjà sans précédent de 2,943,750 barils d'une valeur de \$5,399,353 pour 1937.

Bien que l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et les Territoires du Nord-Ouest produisent aussi du pétrole, le plus important centre de production pétrolière est celui de Turner Valley, qui fournit à lui seul presque toute la population de 1938. On estime en effet que durant les neuf premiers mois de 1938, cette source a produit 5,174,575 barils, comparativement à 1,749,615 barils pour la période correspondante de 1937. A la fin de novembre 1938, 60 puits d'huile brute étaient en production dans la vallée Turner ; 38 d'entre eux avaient atteint ce stade durant l'année, et les travaux de sondage progressaient dans 15 autres. Comme le marché des produits du pétrole de ce bassin se limite pour le moment aux trois provinces des prairies, on régularise l'exploitation d'après la demande. Durant la saison de la moisson, on produisit jusqu'à 29,000 barils par jour, mais la demande diminuant ensuite, on procéda à deux réductions successives jusqu'à 11,500 barils par jour, mais tout dernièrement on remonta la production quotidienne à 12,500 barils.

Les raffineries canadiennes de pétrole utilisèrent plus de 1,435,500,000 gallons impérial d'huile brute en 1937, comparativement à 1,286,822,000 gallons l'année précédente. Bien que la quantité d'huile brute importée qu'elles utilisèrent ait augmenté de 14.5 pour cent, l'événement de l'année reste que la quantité d'huile brute de provenance canadienne a plus que doublé. — *Ministère des Mines et des Ressources.*

POURQUOI TOUJOURS SALIR ?

M. Duplessis a une faculté marquée pour faire dire à ses adversaires des choses qu'ils n'ont pas dites et leur prêter des intentions qu'ils n'ont pas. Il a un talent spécial pour dénaturer le sens de leurs paroles et voler à la défense de gens que personne n'attaque. Il nous dit qu'il défendra l'autonomie de la province jusqu'à son "dernier souffle", quand personne encore ne s'est avisé d'y toucher. On le connaît, c'est un enfonceur de portes ouvertes, mais il n'a pas besoin, en ce faisant, d'éclabousser tant de monde. — *En Avant.*

One Million Partners

1938 adds another chapter of achievement to the story of the Sun Life of Canada . . . a long and outstanding record of progress in the service of Life Assurance.

With over One Million policyholders co-operating as partners, the Sun Life of Canada — a great international institution — ensures economic welfare for men, women and children in many countries.

Benefits Paid During 1938	\$ 83,400,004
Since Organization	1,205,707,349
Assets December 31, 1938	875,894,272
Liabilities (including capital \$2,000,000)	847,776,064
Surplus and Contingency Reserve	28,118,208
New Assurances during 1938	193,134,981
Total Assurances in Force	2,905,380,286

The organization of the Sun Life of Canada encircles the globe. Its representatives are trained and experienced advisors ready to give counsel and guidance, without obligation, on all standard plans of Life Assurance.

MONTREAL BRANCH OFFICES

HEAD OFFICE BUILDING
 A. O. MIRON, Manager, Cartier Branch
 J. LaFONTAINE, Manager, Frontenac Branch
 K. Y. STANTON, Manager, Mansfield Branch
 W. W. KING, Manager, Mount Royal Branch
 W. R. MORELAND, Manager, St. James Branch
 S. H. SMITH, C.L.U., Manager, Group Life Office

The Annual Report will be mailed to all policyholders. Others may obtain a copy upon request.

FIRST POLICY ISSUED 1871

SUN LIFE

ASSURANCE COMPANY OF CANADA
 HEAD OFFICE MONTREAL

SIXTY EIGHT YEARS OF PUBLIC SERVICE

Sun Life Assurance

MONTREAL, February 14. — Eighty-three million dollars were paid out by the Sun Life of Canada during 1938 in policy holder benefits. Of this amount twenty-eight millions were paid in death and disability benefits, twenty-four millions represented annuity and matured endowment payments, while nearly thirteen millions were disbursed as policyholders' dividends. Since the first policy of the Sun Life was issued in 1871 the total paid to policy-holders has reached the imposing sum of over one billion two hundred million dollars. Today, after sixty-eight years of public service, with one million policyholders, the Sun Life of Canada is the Dominion's largest life insurance company and ranks among the first ten of the three hundred or so companies operating on the North American continent. While most of its business is secured in Canada, United States, Great Britain and the British Empire, the Company has offices that enable its service to encircle the globe.

At today's annual meeting, Arthur B. Wood, President and Managing Director, presented an impressive financial statement and outlined some of the achievements of the Sun Life during 1938 in carrying out the service of life insurance, laying particular stress on the place that life insurance occupies in the economic life of a nation. In simple language he outlined the part that interest plays in life insurance and how the investment of policyholders' funds keeps the wheels of industry turning. The policyholders' premiums, he said, were a definite contribution to the economic life of the nation, for the investment of these savings create a single source of long term capital which is unequalled. President Wood then told of some of the problems encountered by a life insurance company such as the Sun Life, whose investments during the year total as much as \$100,000,000 half of which would be new money. To find suitable channels for the safe investment of these savings, at satisfactory rates of interest, is not a simple matter. Today the accumulation of funds

and the lack of demands for new capital have resulted in a correspondingly low return on investments. To a large extent the Sun Life has met this problem by the use of government securities as an outlet for such funds. He showed how life insurance — the greatest co-operative enterprise in the history of mankind — benefits the community, but warned against the misconception of life insurance which might lead to the penalizing of this great protective institution by undue taxation or otherwise. He cautioned policyholders against the payment of fees for advice about their policies, saying that the best advice can be secured free of cost by applying either to the branches of Head Office of the Company representatives who are today highly trained specialists. A study of the directors' report and the financial statement which is submitted to various governmental authorities reveals that the Company has continued its policy of further strengthening the reserves and writing down of values at which the assets are carried in the statement. After making provision for policyholders' dividends and the increase of reserves, the surplus and contingency reserve of the Company remains at approximately \$30,000,000. Surplus earnings for the year were over \$23,000,000 including an item of over \$5,000,000 realized by the redemption or sale of ledger assets. It is from the surplus earnings that provision is made for policyholders' dividends, the balance being applied to further strengthening the Company. Assets of the Sun Life increased by \$44,000,000 during 1938 and now total \$875,000,000, the highest in the history of the Company. From 1930 to 1938 the assets of this Company have increased from approximately \$558,000,000 to this record figure of \$875,000,000, an increase of over \$287,000,000. The bond account increased by \$54,000,000 and stands at over \$423,000,000, representing 48.3% of the assets. Common stocks are 27.1% of the assets. Mortgages show an increase and now stand at \$34,000,000. Real estate, cash and miscellaneous items

Index des unions ouvrières Labor Unions Directory

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec.-Sec., A. F. Ricard; Sec.-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardouin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Lagachetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2503; secrétaire-correspondant — corresponding secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois. Président, J.-W. Blaquière, 4247 St-Zotique, CL. 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3502, Dorion, AM. 7034.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176. — Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

which make up the balance of the assets are approximately the same as last year.

Nearly \$200,000,000 of new life insurance was placed on the books during the year, bringing the total amount of insurance in force to over \$2,900,000,000. Premium income was over one hundred and thirteen millions, an increase over the previous year. Investments income was over \$31,000,000, while the total income from all sources exceeded \$160,000,000, an increase of two and a half millions over last year. Disbursements were approximately \$111,000,000.

Mr. Wood touched upon the business conditions encountered by the Sun Life in its operation during 1938 and showed how life insurance is so interwoven with the economic structure of national life that it can only extend its operations when business and other conditions are good. With regard to the coming year, Mr. Wood believed that there were sound reasons for expecting moderate improvements. The present trend of life insurance sales is already promising and, given favourable world conditions, a greater volume of business might be expected for 1939. He looks forward with confidence to the coming year.

The story of the Sun Life's growth is graphically told in the following figures:

Year	Assurance In force	Payment to Policyholders	Assets
1938	\$2,905,380,286	\$83,400,004.82	\$875,894,272.22
1928	1,957,211,407	49,920,797.71	488,958,706.81
1918	341,992,782	10,284,027.21	97,620,378.85
1908	119,517,740	2,926,267.65	29,238,525.51

ANALYZES CANADA'S TAXES

Figures on taxes paid in Canada in recent years indicate that a large part of the revenue received by the government comes from the working class.

At the last session of Parliament, Hon. Charles Dunning, Minister of Finance, gave a financial statement relating to taxes, he reported that the consuming masses paid in sale taxes, \$112,832,000; in import duties \$33,771,000; in excise taxes, \$45,957,000; in income taxes, \$32,000,000. The total amount paid by this class was \$224,560,000, which came largely from the pockets of employees and farmers.

Persons whose income was \$10,000 or more a year paid income taxes to the government in the sum of more than \$70,000,000.

It was reported further that out of a total government expenditure of \$387,112,000 in the year, about \$140,000,000 was paid as interest on the public debt and some other such matters. These payments were approximately 40 per cent of the total amount received by the government, but did not benefit to any great extent the workers and farmers. The money was paid to other classes.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENUSIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefevre; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8 h., au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, Pierre Lefevre, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 124, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Salter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1ers lundis, à 159-1e Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les 1ers vendredis, à 1051, rue Léonard, Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Logo Ste-Marie No. 234. — Assemblées régulières les 2e et 4e vendredis, salle de l'Assistance publique, 458 Lagachetière E. Président, A. Mathieu, 2348 Chapleau, CH. 6150; vice-président, Donat Roy, 4602 rue Cartier; secrétaire archiviste et correspondant, Alcide Montpetit, 2148 Davidson, FR. 5986; secrétaire financier, R.-B. Lamarche, 4505 Delortmiller, secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 rue Aylwin, AM. 1880; gildes: O. Côté, 2710 rue Dandurand et H. Tassé, 2016 rue Omer, Longue Pointe, CL. 3298; sentinelle, Emile Brunet, 5693, 5e Avenue, Rosemont; gardien, H. Dubuc, 5170-5e Avenue, Rosemont; maître de cérémonies, T. J. Smith, 5501-11e Ave. Rosemont; Comité local de protection: président, N. Vaillancourt, 2194 rue Rouen, FR. 5560; secrétaire du comité, N.-J. Limoges, 3973 St-Catherine est, AM. 0471. Membres du comité: P. Nolet, 7350 rue St-Hubert, CH. 6200; D. Allaire, 1833 St-Germain, FR. 3379; Joseph Gour, 1979 Gauthier, FR. 5162; Alfred Gauthier, 2105 rue Préfontaine, FR. 1562; auditeur: E. Deniger, 2102 Chapleau; D. La porte, 2020 Valois; directeur local d'éducation: F. Dubuc, 2666 Orléans.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways Électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America—Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, 161: L.A. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. — Local 349. — S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 560 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Boiselle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Bolsmann, 4621 Colonial; Clovis Guilbeault, 5614 Delortmiller; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Joseph Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Belland, 6389 Blvd Saint-Laurent; 1er vice-président, Paul Métayer, 1468 Dorion; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKechee, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7062; sentinelle, André Bouchard, 5833 Christophe-Colomb. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331A rue Ste-Catherine Est. Président, Ovide Drolet, 1104, Bordeaux; vice-président, Jos. Beaugard, 1598 Beaudry; secrétaire, N. Poirier, 2137 rue Champlain.

A LOCAL UNION FOR EXTRA WAITERS

Organizer, Jack Langer, has been assigned by the Hotel and Restaurant Employees International Alliance to establish the long demanded Auxiliary Local for the extra waiters for the purpose of organizing them and improving their working conditions, so deplorable at the present time.

Their first meeting was held Feb. 6th, 10 A.M. at the Union Hall, 1207 University Street, where forty new members joined the ranks of organized labor.

All extra waiters are requested to come and register at the Union Office, 1207 University St., between the hours of 10 A.M. to 6 P.M. daily.

The Union Label is the hall mark of quality and it insures the consumer that the workers are well paid and treated.

Workers, ask for the Union Label.

The New Postmaster General

The Hon. Norman McLarty. A Popular Choice for This Important Service.

By BERNARD ROSE.

The calling to the Cabinet Council presided over by the Rt. Hon. W. L. Mackenzie King of the Hon. Norman McLarty seems to meet with general approval. The choice is a popular one.

Mr. McLarty is a man of fine physique and pleasant manner. His position is an onerous and responsible one. Fortunately, he inherits a very able and experienced official personnel. His immediate subordinates are recognized as highly competent. The postal is the least criticized and most appreciated of the Government services.

Mr. McLarty brings to his task many years experience as a successful practicing lawyer. The number of employees in the Department from coast to coast is a very large one. The Canadian Postal service has been paid more than one tribute by visiting investigators.

It is, as a correspondent pointed out in a recent issue, a revenue producing service.

The postal workers serve their country in peace, loyally and effectively. They regard their respective positions as life's callings.

The Railway Mail service is an important branch of the Postmaster General's Department.

When one thinks of the tremendous volume of mail carried during the Christmas and other festive seasons we can appreciate the labor and organization this involves.

The Deputy Postmaster General, Mr. John A. Sullivan, K.C., is a former member of the House of Commons and practiced law in Montreal for many years. He held the important office of Syndic of the Bar. The Assistant Deputy Postmaster General is regarded as one of the world's outstanding authorities on every phase of postal work. He has given the Department the splendid prestige it enjoys. Those associated with Mr. Sullivan and Coolican take great pride in their work. Under the guidance of the new Postmaster General who politically is a comparatively young man the Department will make still further progress and add to its laurels.

Mr. McLarty is to be congratulated upon his success and the employees of the Department upon the excellent judgment shown by the Prime Minister in asking him to succeed the Hon. Mr. Elliot.

The postal workers both in the inside and outside service can rest assured that they will receive a full measure of justice at the hands of the Department's Ministerial head.



"I know a **BARGAIN** when I see **ONE!**"

Come to think of it, he's right. For where will you find anything comparable in *value*—so much—for so very little? Every minute, day or night, the telephone is ready to serve your social, business or emergency needs. You may have grown accustomed to this service—you may think nothing of talking across continents and oceans!

But when you *do* think it over, you realize that the modern telephone represents the greatest value in terms of service that money can buy!

Telephone service is widely used because it is courteous, efficient, yet surprisingly inexpensive. Nothing else yields so much for what it costs!



What's Doing at Ottawa

By GRACE MacINNIS.

Climaxing one of the most stormy debates in years Defence Minister Ian MacKenzie rose to speak on the Bren Gun matter. House and galleries alike were keyed to the highest pitch of excitement. For days they had waited for this moment. What would he say? Would he attempt to deal point by point with the case against him? or would he simply declare that he was prepared for further investigation in the Public Accounts Committee?

Minister Evades Evidence

He did neither. His speech was noisy and full of indignation. He declared he was the victim of the most unfair attack in parliamentary history. He called names. One member was a "spleenic dominie," another a "quibbling romancer," still another (of German ancestry) had a "Prussian mentality." He boasted of his Scottish ancestry and extolled British freedom. *But he did not refute a single point of the evidence placed before the House during the debate.* Like a lawyer with a weak case he relied entirely on abuse and bluster.

MacNeil Closes Debate

Highland logic came into its own when Grant MacNeil who had opened up the debate answered the Minister. Calmly, relentlessly, he gave his reasons for moving that the Bren Gun Contract be referred to the Public Accounts Committee together with the Auditor General's Report. Canada was being made defence-conscious; evidently large-scale armaments were going to be undertaken. The Bren Gun Contract emphasized the need for a careful check-up of all expenditure in the National Defence Department. From his own war experience, Mr. MacNeil described the Ross rifle deal — "almost on all fours" with the Bren Gun deal. At that time there was determination to rely on private manufacture; at that time efforts were made to get an order from the British government; and at that time the Canadian government proceeded largely because of patronage considerations.

As a machine-gunner in the last war, Mr. MacNeil told why British government inspectors had to reject rifles issued to Canadian troops. Faults in design, construction and manufacture made "the mudholes which we occupied at that time... a veritable shambles" because the guns failed to work. To avoid such ghastly experiences, investigation of the Bren Gun Contract is imperative.

So many members have spoken, so much evidence has been given, that to have a clear picture of the Bren Gun story it is essential to summarize the main facts briefly:

Patronage Deal

FIRST: It is clear that the Government was committed to a policy of public manufacture of armaments. Defence Minister Mackenzie had declared that he favored that policy or, failing it, a policy of accepting competitive bids. The Prime Minister had stated the same policy. Now what happened? On October 9, 1936, Liberal M. P. (Hugh Plaxton) arrived with an unknown (Major Hahn) and introduced him to the Deputy Defence Minister. Later the same M. P. introduced him to the Minister who subsequently averred in the House that he didn't remember meeting him. Without further investigation, government policy was completely reversed. *Instead of public manufacture, instead of competitive bids, Major Hahn was handed the contract.* Apparently Deputy Minister LAFLECHE changed the policy and was never checked. Canada was committed to patronage and profiteering in arms manufacture.

Government Representative

SECOND: Now comes an even more unbelievable part of the story. Defence Minister Mackenzie claimed that he did not remember meeting Major Hahn. Yet he gave him a letter of introduction to the Canadian High Commissioner in London. Evidently this letter did not open the doors sufficiently wide for we find Major Hahn sending urgent appeals for further credentials to the Secretary of State for External Affairs, who is also the Canadian Prime Minister.

Mr. Mackenzie King, famous for his caution, threw it to the winds on this occasion. In November, 1936, he sent the cablegram in code which opened the secrets of the British War Office to Major Hahn, and which made him a special representative of the Canadian government. *Mr King had not even met Major Hahn.*

Pressure on War Office

THIRD: From November, 1936, to November, 1937, the Canadian Department of National Defence exerted continual pressure on the British War Office to do two things:

1. To allow the manufacture of the Bren Guns in a private plant.
2. To give a British Government order for 5,000 of the guns to be made in this plant.

AT THE END OF THE YEAR THE WAR OFFICE CAPITULATED.

Committee Breaks Down

FOURTH: An interdepartmental committee had been established to supervise war contracts. This committee insisted that bids should be received from a number of competing firms. The committee was evidently over-ruled by the Defence Department and its efforts paralyzed. The Minister claimed that he had insufficient funds to organize for the public manufacture of arms. The Commissioner at the Inquiry, however, pointed out that British and Canadian governments between them *are now paying the entire cost of equipping the Hahn plant for manufacturing Bren guns. This for an individual whose financial standing was unknown by them for 18 months after he received the contract.* Mr. MacNeil asked why the Department did not use the Government facilities already available at Prescott, Valcartier and Lindsay. There was no answer.

Commissioner Condemns

FIFTH: By inference, the Bren Gun Commission Report condemns the Defence Department. For it recommends that henceforth private contracts be supervised by a committee directly accountable TO THE Prime MINISTER OR THE FINANCE MINISTER. Members held this the most damning indictment possible of the Defence Department. For it takes war contracts out of their hands entirely.

What Next?

Parliament will have to decide the issue. The whole matter now goes to the Public Accounts Committee. Fresh witnesses may be called; new facts will undoubtedly come to light. The Defence Minister's resignation has already been demanded in the House. To remove patronage from war contracts Sir Robert Borden when Prime Minister accepted the resignation of the then Defence Minister Sir Sam Hughes. Will Mr. Mackenzie King do likewise?

The Democracies Must Unite!

Only Thus Can Liberty Be Saved. The Free Nations Are God Fearing and God Favored.

By BERNARD ROSE.

As sure as there is a Hell, every decent, law abiding and God fearing person will pray that the arch fiends, Hitler, Goebbels and Goering, will be consigned to its utmost depths for all time!

The unbelievable, unspeakable, and frightful atrocities perpetrated by this inhuman trio of perverts has no parallel in all recorded history.

That a whole people should permit itself to be subjugated and intimidated by a small group, which in normal times would not attract the least attention, except to question its sanity, demonstrates, no matter what their apologists may say, that they are not fit to occupy a place in the family of nations. The German people have condoned the barbaric and brutal treatment of their fellow citizens who belong to the larger or smaller minority.

Solely because of their so called racial origin or faith, thousands of gently nurtured citizens have been the victims of the hate and sadistic inclinations of cowardly monsters who are *human in form but not in morals, religion or humanity.*

Germany is the leering, misshapen, and immoral leper among the nations. Its leaders have urged and encouraged the bestial elements to wreak their vengeance upon innocent, helpless, and unoffending women, children and helpless men.

The German press is basely prostituted to the whims and orders of the blackguardly miscreants, who lie, conspire, and threaten as it suits their purpose.

There have been monsters of iniquity in past ages, but none to compare, for an instant with the human renegades who for six years have been unchallenged in committing unprecedented cruelties and diabolically persecuting a minute percentage of their population.

Hitler, Goebbels, Goering and the lunatic journalist at large, Streicher, are contemptible cowards who are not fit to associate with the dregs of human society. Individually, they would not dare to engage in discussion or physical combat with one of their victims who could more than hold his own.

We who have been taught to appreciate British and French principles of conduct, find it difficult to conceive of a nation or people permitting itself to be regarded with horror and suspicion by civilized nations.

The Germans, through Hitler and Company, have brazenly repudiated honor, humanity, Christianity, and morality. They have vilified not only the minority they are gloatingly crucifying upon the swastika cross of hate, greed and moral filth, but the courageously outspoken statesmen of Britain and are presently concentrating their vitriolic wrath upon the world's greatest democrat and noblest Christian, President Roosevelt.

The Americans shudder and become righteously indignant when they are told by eye witnesses of the brutalities perpetrated by Aryan (?) morons not one of whom is fit to breathe in the presence of the splendid men and women exiled, imprisoned, and despoiled of everything that makes life livable.

The effrontery and dictatorial tone of the German high priests who worship at the swastika shrine awakens on the part of Britons and Americans a feeling of disgust and resentment. They have hitherto been permitted to carry out their evil designs. Peace loving democratic statesmen have patiently endeavored to wean the dictators from their dangerous dreams of glory and conquest.

They have not succeeded in any great degree, since dictators are immune to logic, reason, and humanity. They expect to be trusted and win the regard of other nations while still pursuing their satanic policy of minority liquidation.

The Hitler blood mark of terror will be the cross that millions of Germans will have to bear for centuries. Nature will not continue tolerating the foul human hyenas who in the course of a few years have trampled upon everything that men and women cherish. The Nazi Pope and his college of demented cardinals should be forever excommunicated from all intercourse with the peoples and nations that revere the teachings of the Leader out of Nazareth.

A nation that persecutes and brands as racial undesirables a minority that contributed so generously to the culture and economic strength of the nation that now casts them off, must not live. *It shall perish from the earth!*

Whether its destruction be by fire, sword or devastating epidemic matters not! It will have deserved its fate! There will be no repentance or redemption for those who endorsed and embraced the forms and flag of Hitlerism. The German beast may rave in its orgies and utter blood curdling cries, but in vain! *It is doomed to destruction!*

Its destroyers will be an outraged nature, and the millions of men who will heroically crusade against civilization's implacable enemy.

The tribulations and sufferings endured by the pitiful few whose only crime was their faith will be repaid a thousand fold when the inevitable reaction takes place.

All who call themselves men, must unceasingly and aggressively denounce, repudiate, and hold in indignant contempt the leaders and nations that have erected into a religion the despicable, cowardly and inhuman treatment of inoffensive minorities!

There can be no appeasement with vile beasts! Any favor or consideration shown them is regarded as weakness.

The democratic nations are God fearing and God favored.

The Nemesis that will overtake the Fascist states will be American and British in the shape of invincible armed might and unrivalled economic power.

The democracies are aroused! They have the men, the might, and the money! Their peoples, hating war, will nevertheless answer the call should it come, with a unanimity that will astonish, frighten, and cow the blustering dictators. Once the latter can no longer gorge themselves upon minorities and small defenseless states, and no further concessions will be made by democracies, the smouldering wrath of the oppressed within their borders will begin to manifest itself — when it does, woe to cowardly Nazi and Fascist tyrants!

The downfall of dictatorships must be the sacred mission of the democracies. The workers in the democratic lands must unite as never before, and thus demonstrate to the totalitarian bullies and brigands and their enslaved and recruited dupes, victims and henchmen, that democracy will not allow liberty to perish from the earth.

What Is Christianity?

By DR. CHARLES STELZLE
Executive Director, Good Neighbor League

If we insist that we are a "Christian nation" then it's worth while discussing what Christianity is. That there's a difference of opinion on this subject is nothing against Christianity nor against the men who may disagree about certain theological questions. The difference of opinion regarding the nature of Christianity is due to the fact that it has to do with life, with men. And as no two men are exactly alike in all of their opinions, it is natural that they should disagree about some aspects of Christianity.

While the fundamental basis of Christianity must always remain the same, and while the fundamental principles of men's characters are eternal, both are capable of infinite expansion. They cannot be limited to the ecclesiastical expressions of the theologian in the one case, nor to a narrow interpretation of life in the other.

"Religion" is not necessarily Christianity. Some men are very religious, but they are not very good Christians. You have heard of men who have become insane because they had "too much religion," but you never heard of a man who became insane because he had too much Christianity.

Christianity is not merely a scheme to increase the population of heaven. Its purpose for its followers is not primarily to get to heaven, but to bring heaven down to earth. Jesus himself once said that he came to give men a larger, fuller life.

Principally, Christianity is a character and a life — the possession and the manifestation of the life and the spirit of Jesus. Not necessarily the life of the monk, or the "pharisee," or the stoic, or the "Puritan" — these may all be Christian in a very important sense, but they are not the exclusive expression of Christianity.

The healthy Christian life is lived in the world among men and is interested in their everyday affairs. It is lived at the primary and in the labor union. It is lived in the shop and in the office. There is nothing which concerns the well-being of men which can be alien to the Christian life or to Christianity as such.

It does not involve a belief in an impossible dogma. It asks merely that a man shall bring his life into conformity with the life and purpose of Jesus, helping to carry out His will and plan for the redemption of the world.

When enough men actually believe in this plan and try to put it into effect, so that it will be the dominating purpose in the life of the nation, then it may truthfully be said that this is truly a "Christian nation."

INCOME IN CANADA

House of Commons, Ottawa. — P. J. Rowe, Alberta CCF member, gave figures showing glaring inequality of family income in Canada. He gave 1934 figures, explaining that 1939 figures would be similar:

3,000,000 farmers' family incomes averaged \$474
2,420,000 wage earners averaged . \$664
These wage earners included 98% of all who drew wages and salaries.

Three-fifths of 1% of Canada's population got an average family income of \$39,860.

WHY SOCIAL OWNERSHIP?

House of Commons, Ottawa. — P. J. Rowe (CCF, Alberta) stated that the Royalite oil company, operating in Turner Valley, Alberta, paid dividends for the month of December, 1939, of \$529,302 — \$29,000 more in one month than the entire population of Alberta received in royalties from oil for the year 1937.

THE TAXI DRIVERS

The "News," the official bilingual organ of the International Chauffeurs' Union, Local No. 797, of this city, contains much of interest to taxi drivers in pointing out the way that they can improve their conditions, that are, it is claimed, very much below par, owing to the lack of organization, and their exploitation by the Taxi Companies.

The "News" is expected to accomplish much in aiding in the organizing of the taxi drivers and the convincing articles on the benefits of organization should result in accomplishing the objects of its publication. We wish the "News" every success in its new field of endeavour.

EXPLAINED

Two young brothers were arguing. Said the elder, to clinch what he had been saying: "I ought to know, don't I go to school, stupid?"

"Yes," replied the other, "and you come home the same way."

DEMANDEZ


LA BIÈRE

POPULAIRE


ASK FOR

THE POPULAR

BEER



MOLSON



Brassée à Montréal

depuis

152 ANS

Brewed in Montreal

since

152 YEARS

Trade Union Label League

PATRONIZE HOME INDUSTRY

There is no method through which greater prosperity can come, than through the buying of Union label products, made in Canada.

This will keep our money at home, it will increase employment, it will raise wages. It will better the conditions of every worker. It will increase purchasing power. It will reduce taxation for relief purposes. In general it will bring us permanent prosperity. Remember that Union Made Goods, made in Canada, will make Canada.

A. F. OF L. UNION LABEL And Industrial Exhibition of 1940.

The Union Label Christmas Shopping Campaign as reported by Mr. I. Ornburn, Secretary-Treasurer of the Union Label Trades Department of the American Federation of Labor in his quarterly report to the Executive Board, at Miami, Florida, was the most successful one ever inaugurated by the Department to encourage Christmas shoppers to buy union made gifts and also to patronize union services.

Credit for the success of the campaign is given to the various Label

Leagues, Trades Councils, Women's Auxiliaries and Local Unions, for their co-operation.

The activities of the Union Label Trades Department included Radio Broadcasts, Newspaper releases, Union Label Exhibitions and legislative work.

The Executive Board of the Union Label Trades Department decided that the next A. F. of L. Union Label and Industrial Exhibition would be held at the same time and place as the holding of the annual convention of the American Federation of Labor in 1940.

BREWERY WORKERS

With 98 per cent of the trade organized, the International Union of the United Brewery, Flour, Cereal and Soft Drink Workers of America, the fact is stressed that the Union Label of the Brewery Workers' Union appears on almost all the barrels and cases of beer, ale, stout and Porter that are processed in the United States. This is a commendable record for the Brewery Workers' Union and should act as an incentive to the Brewery Workers in Canada to organize the workers in their industry throughout the Dominion.

SAN FRANCISCO UNION LABEL AND INDUSTRIAL EXHIBITION

The Union Label Section of the San Francisco Labor Council, which has the endorsement of all the A. F. of L. organizations, as well as the State Federation of Labor, have announced plans for their annual Union Label and Industrial Exhibition to be held May 10 to 14, in San Francisco's Civic Auditorium.

The aim of the project is to display to the people of California as well as to visitors the methods pursued in preparing their products for the workers of the world, and to promote the sale of Union Made goods and services, emphasizing the importance of patronizing Home Industry.

The forthcoming Exhibition is part of an educational program under legitimate auspices of an accredited unit of the American Federation of Labor, strictly a non-profit affair, and not a racket in which private promoters have any part, according to Thomas A. Rotell, Managing Director of the Exhibition.

Numerous exhibitors' spaces have been contracted for, and preference is being given California exhibitors who qualify under the rules of the Union Label Section.

Working exhibits of various industries will be a feature of the Exhibition, along with an elaborate program of entertainment by Radio, Motion picture, and other stars during the entire exhibition under the direction of Manager Rotell.

UNION SHOP AGREEMENT

Local Union No. 382 of the Hotel and Restaurant Employees' International Alliance have signed a union shop agreement with the management of the Auditorium Hall, by which all their waiters become members of the Restaurant Employees' Union.

TAVERN EMPLOYEES' UNION

Tavern Employees' Union No. 200 is making steady progress, through a gradual increase in their membership. It is felt that were the patrons of the tavern to insist on the Union House Card in places that they favor with their patronage their progress would be much more advanced. Patrons of taverns are urged to give preference to places displaying the Union House Card.

THIRTY-FIFTH ANNIVERSARY

The Women's Trade Union League of Chicago recently celebrated their thirty-fifth anniversary. A dramatic sketch showing the first meeting of the League at Hull House, January 14, 1904, gave the members of the League an interesting portrayal of the early days in the work to improve working conditions for women. Some 300 members and their friends attended a banquet. A giant birthday cake with thirty-five candles was presented by Bakery and Confectionery Workers' Union No. 2 of Chicago.

KEEPING THE FIRE BURNING

House of Commons, Ottawa. — In answer to questions asked by Tom Reid, British Columbia Liberal, the following information was given: 101 permits were issued during 1938 in Canada for the export of arms and ammunition to China, the total value of such exported being \$602,270.40. Two permits were issued for the export of such goods to Japan, their total value being \$43,550.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue
au Canada
Un médium national pour les ouvriers



Membre de la Presse ouvrière
internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper
A National Medium for the Workers

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile,
Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest,
Montréal

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636



Alderic Raymond • VICE-PRESIDENT

This Union Label



is the best guarantee that Bakery
and Confectionery products are
Union Made — continue to

Demand Union Made
Products!

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that ESTHER STEINBERG, married woman, of the City of Montreal, District of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Parliament of Canada in the present or next session thereof for a Bill of Divorce from her husband MOE SOLOWAY, tailor of the city of Montreal, Province of Quebec, presently residing in the City of Montreal, on the grounds of adultery and desertion. Dated at Montreal this 14th day of December, A. D. 1938.

I. M. BOBROVE,
159 Craig Street West,
Montreal, Quebec,
3-7 Solicitor for the Petitioner.

NO IMMIGRANTS

The government takes the ground that no refugees may enter Canada because as long as there is unemployment here we want no immigrants. In view of this statement it is information to glance at immigration figures given in answer to a question by H. E. Brunelle, Quebec Liberal. From Jan. 1, 1932 to Dec. 1938 nearly a quarter of a million immigrants came to Canada, 235,050 to be exact.

NATIONAL WAR MEMORIAL

House of Commons, Ottawa. — Canada's capital has a magnificent new war memorial in an appropriate setting. Mr. Barber, B. C. Conservative, asked how much the entire project would cost. The Minister of Public Works gave figures totalling \$889,573.23. It is fitting and proper to remember those who gave their lives in the last war. Perhaps their most fitting memorial would be bread for the living.

Quality Cleaning by

**Paul SERVICE STORES
LIMITED**

40 Stores Conveniently Located to Serve You Promptly
Head Office and Plant
1451 BEAUBIEN E. MONTREAL
DOLLard 4671



PALACE

NORMA SHEARER
CLARK GABLE in
Idiot's Delight
with Edward ARNOLD
Charles COBURN
Week Days, 10 to 1, 25c.

CAPITOL

ALICE FAYE
CONSTANCE BENNETT
NANCY KELLY in
TAIL SPIN

Added Attraction
'UP THE RIVER'

PRINCESS Theatre

The Great John BARRYMORE
in a story big enough for his best
"The Great Man Votes"

Added Attraction
"Next Time I Marry"

LOEW'S THEATRE

Miss ANN SOTHERN
IN PERSON — with
ROGER PRYOR
and his world famous Orchestra

On the Screen
'Secrets of an Actress'
Kay Francis — George Brent

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. LANcaster 3858

Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice
du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes

BE READY FOR EXAMINA-
TIONS. We have helped hun-
dreds to obtain positions as Letter
Carriers, Postal Clerks, Customs
Examiners, Clerks and Stenog-
rappers, etc. Free Booklet of
information. M.C.C. Schools, Ltd.,
Toronto 10. Oldest in Canada.

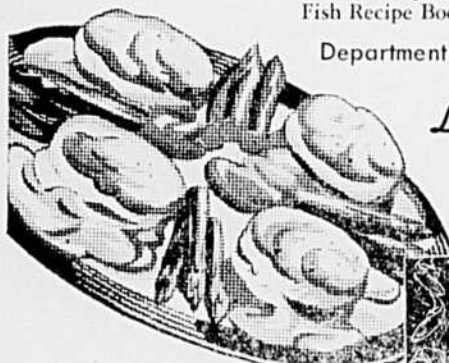


MORE AND MORE, housewives are telling each other about the endless variety of inexpensive dishes that can be prepared from Canadian Fish and Shellfish... dishes that fairly sparkle with appetite-appeal and make hungry husbands clamor for more.

Over 60 different kinds of Canadian Fish and Shellfish are available to you all year 'round, whether fresh, frozen, smoked, canned, dried or pickled... packed with delicious flavour and vitamins that build up glowing health and strength. Serve fish several times a week. Try the other grand-tasting recipes contained in the new free Fish Recipe Booklet.

Department of Fisheries, Ottawa.

Ladies: WRITE FOR
FREE BOOKLET!



CREAMED FISH IN HOT BISCUITS

Combine 1 1/2 cupsful of flaked cooked or canned fish, and 2 tablespoons of chopped pimento with one cupful of medium white sauce. Season with salt, pepper and a dash of cayenne. Bake rich baking-powder biscuits, split and butter while hot, serve with creamed fish between the layers and over the top. Hot buttered asparagus is a good accompaniment.



Department of Fisheries, Ottawa.

Please send me your free Booklet, "100 Tempting Fish Recipes".

Name.....
(Please print letters plainly)

Address.....

CW-14

ANY DAY A FISH DAY